

LA GESTATION POUR AUTRUI: RESITUER LA FRANCE DANS LE MONDE – REPRÉSENTATIONS, ENCADREMENTS ET PRATIQUES

PARIS, FRANCE | 17-18 NOVEMBRE, 2016



*Premier colloque
scientifique international
en France sur la GPA*

Institut National d'Études Démographiques (INED),
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Muséum National d'Histoire Naturelle,
Université Paris 2 Panthéon-Assas,
Ecole de Hautes Études en Sciences sociales (EHESS)

La Gestation pour autrui (GPA) est une pratique très ancienne mais aujourd'hui médicalisée et globalisée. Si elle représente un recours minoritaire lorsque l'on considère l'ensemble des nouvelles techniques reproductives disponibles et utilisées dans le monde (inséminations artificielles, fécondation in vitro, don de gamètes), elle est en revanche la pratique la plus controversée. Mobilisant le corps reproducteur des femmes pour le compte d'autrui, dissociant la maternité et participant à la pluralisation de la parentalité, elle suscite de vifs débats sur la scène publique et médiatique, y compris en France qui s'illustrent principalement à travers les arguments présentés comme **antagoniques du libre choix, de la liberté reproductive d'une part, de la marchandisation des corps, de l'enfant à naître et de l'exploitation des femmes d'autre part**. La pratique est d'autant plus discutée lorsqu'elle est transnationale et qu'elle fait l'objet d'une transaction financière entre des femmes pauvres, donc considérées comme vulnérables, de pays émergents ou en développement et des individus ou couples aisés, venant le plus souvent de pays riches ou développés. C'est le cas notamment de la situation en Inde ou de certains pays de l'Europe de l'Est, qui mobilise la presse et les médias nationaux et internationaux.

La réalité de la GPA semble cependant plus complexe. En effet, la GPA dans le monde est plurielle, diverse, ne serait-ce qu'en Europe. Altruiste ou commerciale, autorisée ou illégale, traditionnelle ou gestationnelle, anonyme ou familiale, sont autant de caractéristiques qui définissent la GPA dans le monde et parfois au sein d'un même pays. Il est important aujourd'hui de comprendre comment se pratique et s'organise la GPA dans le monde au prisme des contextes historique, politique, socioéconomique, culturel et religieux. Pourquoi la GPA est-elle possible dans certains pays et pas dans d'autres ? Sur quels principes ou valeurs se fondent le droit pour encadrer, autoriser ou interdire une telle pratique ? A quelles normes socioculturelles et genrées fait-elle écho ? Pourquoi fait-elle l'objet d'une transaction financière dans certains pays et pas dans d'autres ? Pourquoi la gestatrice et, plus souvent, la donneuse (lorsqu'il s'agit de GPA gestationnelle) sont-elles dans certains pays invisibles, silencieuses et dans d'autres au contraire valorisées et principales actrices décisionnelles de la pratique ? Par ailleurs, si la pratique suscite aujourd'hui un vif intérêt académique, politique et médiatique

croissant, elle reste peu documentée avec des données empiriques. En effet, on connaît peu de choses sur l'expérience et les représentations des médecins, des agences, des parents d'intention, des gestatrices, des donneuses et des enfants issus de la GPA. Quelles sont leurs caractéristiques ? leurs histoires ? leurs motivations ? leurs attentes ? Comment se représentent-ils/elles leur engagement ? Quel est leur vécu de la pratique ? leur devenir ? Quels impacts a la GPA sur leur vie personnelle, médicale, sociale ? Quels sont les rôles et les interactions entre les différents protagonistes ?

C'est dans ce contexte controversé et peu documenté que nous avons décidé d'organiser un colloque dont l'objectif est d'analyser et de discuter la diversité des situations, encadrements, expériences relatives à la GPA dans le monde afin de mieux comprendre la pratique, son développement au niveau local et international et ses impacts ; et nourrir ainsi, de façon scientifique, les débats existants, y compris ceux soulevés en France ces dernières années. Dans ce colloque, les questions liées à la GPA seront explorées et discutées par des experts et scientifiques français et internationaux travaillant sur le sujet, à travers différentes disciplines (sciences juridiques, anthropologues, sociologues, démographes, médecins), dans différents contextes nationaux (Etats-Unis, Inde, Australie, Royaume-Uni, Mexique, Bulgarie, Belgique, etc.) et transnationaux, et selon différents niveaux d'analyse (institutionnel, intermédiaire et individuel).

Trois principaux axes seront développés:

1. La GPA replacée dans son contexte normatif où seront abordées les normes juridiques, religieuses, sociologiques, et développées des approches philosophiques et historiques;
2. Les protagonistes de la GPA (médecins, agences, parents d'intention, gestatrices, donneuses et enfants) où seront analysés leurs expériences individuelles, représentations, rôles, stratégies et leurs interactions;
3. La situation en France, qui sera replacée dans le contexte juridique et sociologique européen.

Le colloque vise à apporter de nouvelles connaissances scientifiques sur une pratique qui est finalement peu connue et essentiellement mobilisée par les médias, et à montrer que la pratique est révélatrice des transformations de la société globale, avec ses nouveaux enjeux médicaux, socioculturels et juridiques. Il vise également à créer un nouveau réseau scientifique interdisciplinaire et international de façon à mieux comprendre ces enjeux, en envisageant notamment de mettre en place des études comparatives et des réflexions communes.